



Il peut être facile de déterminer combien d'emplois et quels emplois pourront être automatisés, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer le type et le nombre d'emplois qui pourront être créés.

UNE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE

POUR TRANSFORMER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Pas un revenu inconditionnel,

mais bien une protection sociale inconditionnelle

par David Rinaldi & Francesco Corti

Les technologies numériques et la robotisation créent des emplois, mais certains métiers sont voués à disparaître. Des solutions fondées sur un revenu de base ont été proposées pour les nombreuses personnes en dehors du marché du travail. Elles pourraient finir par affaiblir les services publics et la fonction redistributive de l'État. Nous avons plutôt besoin d'une panoplie de mesures qui permettront de moderniser notre système de protection sociale, afin que ce dernier puisse protéger et autonomiser les citoyens européens face aux impacts du développement des nouvelles technologies

Les nouvelles technologies numériques bouleversent notre façon de communiquer et de faire des affaires, ainsi que notre conception du marché du travail. En tant que consommateurs, la plupart d'entre nous vivons la transformation numérique au quotidien : lorsque nous achetons des produits sur Internet ou avec une application, quand nous voulons communiquer, prendre contact avec notre banque ou l'administration, ou quand nous voulons nous rendre d'un point A à un point B. Et ce n'est que le sommet de l'iceberg.

L'ère du numérique ouvre la voie à la modernisation, mais aussi à la conception de nouveaux modèles d'entreprises.

#Progressistes #Protection et autonomisation : tel devrait être le rôle d'un #État Providence moderne

*@Rinaldi_David
@f_corti1992*



Face à une toute nouvelle donne, le secteur public devrait autant se concentrer sur la gestion de la transformation radicale du marché du travail, que sur la productivité et la compétitivité. Pour ce qui est de l'emploi, le problème est double. Il y a tout d'abord la question de la quantité : combien d'emplois, et quels emplois, seront créés grâce aux nouvelles technologies numériques ou, au contraire, sont voués à disparaître ? Dans quels domaines ces nouveaux emplois seront-ils créés ? Dans quels secteurs doit-on s'attendre à des pertes ? Arrive ensuite un enjeu social moins connu, lié à la qualité des emplois : quelle protection et quels droits seront garantis dans un futur proche ? Travaillerons-nous tous moins, ou à domicile ?

“

Un État-providence moderne doit être en mesure de soutenir la croissance et le développement des citoyens, tout en les aidant à réaliser leurs aspirations.

”

En ce qui concerne le premier point, la Commission européenne nous rappelle que le taux d'emploi dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Europe augmente de 3 % par an depuis 2006, soit une croissance huit fois plus rapide que la moyenne, et cette tendance ne fait que se renforcer. L'automatisation et la robotisation entraînent quant à elles la suppression de nombreux emplois, principalement pour les « travailleurs moyennement qualifiés ». Des estimations fiables parlent d'une perte de l'ordre de 20 à 25 %. Il peut être facile de déterminer combien d'emplois et quels emplois pourront être automatisés, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer le type et le nombre d'emplois qui pourront être créés.

Il y a de nombreuses années, lorsque les banques ont mis en place les distributeurs automatiques, on a craint la perte de nombreux emplois dans le secteur bancaire. C'est le contraire qui s'est passé : ce nouvel

outil a permis aux banques de réduire leurs coûts, d'investir dans l'ouverture de nouvelles succursales et de créer de l'emploi.

Les solutions telles que le revenu de base sont une réponse radicale de la Gauche à la perte graduelle de pouvoir des travailleurs. L'objectif est d'aboutir à une société plus inclusive, où même ceux qui ne travaillent pas peuvent se sentir actifs. Ces objectifs sont certes louables.

Au vu du grand nombre de personnes vivant en dehors du marché du travail, le versement d'un revenu de base à tous les citoyens pourrait même sembler une solution logique, mais elle recèle des implications qu'il ne faut pas négliger.

Récemment, de grandes entreprises du Forum économique mondial et plusieurs hommes d'affaires de la Silicon Valley ont rejoint les partisans d'un revenu citoyen. Pourquoi ? Un revenu de base, surtout s'il constitue la seule source ou la source principale de protection sociale, pourrait être bénéfique au marché, en limitant de facto la marge de manœuvre de l'État et sa fonction redistributive. Certains partisans de la droite pro-marché seraient donc favorables à un système de protection sociale qui prendrait la forme d'un revenu inconditionnel. Les consommateurs pourraient ainsi bénéficier d'un revenu stable pour acheter des produits et des services que l'État ne pourrait plus garantir, étant donné que ses ressources seraient dévolues au paiement de ce revenu de base. L'État risquerait alors d'être encore plus à la merci du marché, avec une marchandisation encore plus marquée des services sociaux, en particulier dans les domaines de l'éducation et des soins de santé.

Ce n'est sans doute pas évident au premier abord, mais le revenu citoyen constitue une réponse simpliste et populiste au problème des pertes d'emplois dues à l'automatisation

et à la robotisation, tout comme la construction d'un mur est une réponse simpliste aux flux migratoires.

Nous avons plutôt besoin d'une panoplie de mesures permettant d'apporter des solutions adaptées à ce phénomène complexe.

Évidemment, cela est moins séduisant pour l'électorat, mais nous sommes convaincus que certains points pourraient présenter un véritable intérêt en termes de communication politique. La stratégie de modernisation des politiques de protection sociale devrait s'articuler autour des axes suivants :

- ▶ Des politiques d'activation et de réactivation plus solides pour mieux adapter les compétences des travailleurs aux tâches des nouveaux emplois de l'économie verte, circulaire et numérique, mais aussi pour accroître leur résilience, afin qu'ils aient les moyens de faire face à l'évolution du marché du travail.
- ▶ Une solide stratégie d'investissements sociaux, à la fois dans les infrastructures sociales et dans **l'éducation et la petite-enfance**. L'objectif serait non seulement d'empêcher que les inégalités socio-économiques prennent la forme d'inégalités des chances, mais aussi de créer les conditions nécessaires pour une main-d'œuvre plus productive à l'avenir.
- ▶ De nouvelles politiques dans le domaine de l'enseignement et de la formation, pour veiller à ce que tous les citoyens disposent des compétences cognitives et non cognitives requises. **L'apprentissage tout au long de la vie**, par exemple, est encore très peu développé, et il n'est pas suffisamment intégré dans les dynamiques d'entreprise. La modernisation des **instruments de protection sociale**, en particulier pour sortir les droits sociaux



Le revenu citoyen constitue une réponse simpliste et populiste au problème des pertes d'emplois dues à l'automatisation et à la robotisation, tout comme la construction d'un mur est une réponse simpliste aux flux migratoires.



du cadre et des définitions classiques du travail, et pour promouvoir des systèmes de protection qui soutiennent les travailleurs lors de la transition entre deux emplois.

Un État-providence moderne doit être en mesure non seulement d'inclure les nouvelles formes d'emploi dans la protection sociale, mais aussi de soutenir la croissance et le développement des citoyens, tout en les aidant à réaliser leurs aspirations. Protection et autonomisation, comme le résume bien le sociologue néerlandais Anton Hemerijck. Tel devrait être le rôle d'un État-providence moderne.

Un changement est nécessaire, non pas en faveur d'un revenu de base, mais plutôt vers une protection sociale citoyenne : une protection sociale universelle qui ne serait pas liée au statut professionnel, et où les services de l'État-providence, la sécurité sociale et les investissements sociaux ne reposeraient pas sur les conditions d'emploi, mais plutôt sur la citoyenneté.



> AUTEUR
David Rinaldi est conseiller sénior en politique économique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et professeur de gouvernance économique européenne à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.



> AUTEUR
Francesco Corti est Doctorant à l'Université de Milan et membre du réseau FEPS Young Academics